

Consortium de Solidarité avec Madagascar

·

La Lettre du Consortium #13 (de février 2013)

- La Lettre du Consortium -

Publication le mercredi 13 février 2013

Modification le lundi 18 février 2013

Fichier PDF créé le jeudi 15 novembre 2018

Consortium de Solidarité avec Madagascar *La Lettre* [n13] février 2013

www.madagasconsortium.org / consortium_madagascar@yahoo.fr

S o m m a i r e :

02. Editorial 03. L'actuel chaos malgache : causes, faits, enjeux 05. Vers une aggravation des problèmes d'alimentation à Madagascar 06. Les droits humains à Madagascar scrutés par Amnesty International 08. Compte-rendu de la Rencontre du 24 mars 2012 organisée par le CdSM 08. Impact des industries extractives sur les communautés à Madagascar. L'exemple des sables bitumineux 10. La situation à Madagascar et la société civile 12. Coopération décentralisée : un appui direct aux collectivités malgaches 14. Le développement de la médecine générale communautaire à Madagascar 15. Les Amis de la Terre : « Madagascar, nouvel eldorado des compagnies minières et pétrolières » 16. Relations franco-malgaches : la France ne soutient qu'elle-même 18. Rencontres avec des acteurs de la société civile malgache 18. avec Lalao Randriamampionona, PFNOSCM 19. avec des représentants des syndicats malgaches de salariés 21. Le « 1947 malgache » et au-delà & Projection-débat : L'Insurrection de l'Île Rouge 22. Sur le front de la culture : * Jean-Joseph Rabearivelo * L'opéra du bout du monde

Editorial *En mémoire de Jean Yves Barrère, co-fondateur du CdSM, décédé le 23 juillet 2009...*

Sans doute avez-vous été nombreux à vous interroger sur le fait que *La Lettre* du Consortium de solidarité avec Madagascar ne soit pas parue depuis trois ans & Ceci ne signifie pas du tout que le Consortium qui la produisait régulièrement ait disparu ni que la situation à Madagascar ne nécessite pas une information et des mobilisations françaises & bien au contraire : le Consortium a été actif et la situation à Madagascar est dramatique, c'est ce que cette nouvelle parution tente de montrer.

En premier lieu la situation à Madagascar est aussi grave sur le plan politique que sur le plan économique : J.C. Rabeherifara analyse le chaos politique lié aux rivalités de présidents businessmen, à la corruption et aux sanctions de l'Union européenne, ce qui provoque une colère populaire.

La situation alimentaire est dramatique (Texte de Mamy R.) et les droits humains et la liberté d'expression sont quotidiennement bafoués : incarcérations, détentions arbitraires, violences y compris des forces de sécurité. (Cf. les résumés de deux textes de 2012 d'Amnesty International.)

La société civile, et principalement la « Plateforme », est un partenaire reconnu par tous mais qui peine à intervenir efficacement sur une situation inextricable, étant elle-même traversée par des divisions internes. (Textes de Philippe Randrianarimana et d'Olivier Buchotte.) L'intervention française reste trop « françafricaine », en tout cas néocoloniale. (Textes de Marc Reymond et de J.C. Rabeherifara)

Les différentes manifestations du CdSM et de certaines associations partenaires ont tenté, en France, de mettre le projecteur sur le désastre tant politique qu'économique et d'en faire prendre conscience aux Français : la projection du film *L'insurrection de l'Île rouge* de D. Rousselier à la Librairie Résistances a permis à plus de 120 personnes de corriger les silences de l'histoire sur cette période de 1947 & (Cf. le compte-rendu par J.C. Rabeherifara.)

Une réunion en mars 2012 a aussi été l'occasion pour les Amis de la Terre (Cf. Intervention de J. Renaud) de faire un état des lieux des dégradations occasionnées par les industries extractives des grandes compagnies minières, en particulier Total ; Astrid Frey de Cités Unies France a présenté le rôle de la coopération décentralisée, et le Dr Plailly

une expérience de médecine générale communautaire.

Le CdSM continue son action pour et avec la société civile à Madagascar et organise une journée de colloque et de réflexion le 13 avril prochain à Paris.

Bénédicte Goussault, présidente du CdSM

L actuel chaos malgache : causes, faits et enjeux

D escalades en surenchères, la « crise » politique malgache commencée en 2009 a dégénéré depuis longtemps déjà en véritable chaos dans lequel la population étouffe

La dérive autoritaire du régime Ravalomanana (issu de la « crise de 2002 ») s'est accélérée en 2007 avec une réforme constitutionnelle renforçant le pouvoir présidentiel. Comme ceux qui l'ont précédé, ce régime a constamment réprimé le mouvement social. Droits des travailleurs ignorés dans les zones franches, expulsion des paysans de leurs terres par l'agrobusiness, liberté d'expression de la société civile et des médias bafouée : la logique libérale qui enrichit depuis des décennies une minorité, appauvrit la population et brade les ressources nationales est à l'origine de la colère populaire. L'exaspération populaire a débordé quand un projet encore à l'étude d'une location de 1,3 million d'hectares promis à l'entreprise sud-coréenne Daewoo Logistics en juillet 2008 a été dévoilé par le Financial Times en novembre (1) de la même année et que le FMI s'est senti obligé de lui demander des comptes sur sa décision d'acquiescer à un jet présidentiel à 60 millions USD. Contre le cours corrompu et autoritaire du régime en place, Andry Rajoelina (maire d'Antananarivo destitué par Ravalomanana en février 2009) et ses alliés civils et militaires ont su instrumentaliser le mécontentement populaire mais ont envoyé de manière irresponsable la foule assiéger le palais présidentiel comme s'il y avait vacance du pouvoir ! L'alliance qui a fait le coup d'Etat de mars 2009, n'a de fait proposé qu'une simple alternance avec un personnel politique non issu d'un processus électoral.

Après deux mois d'un bras de fer qui a fait plus de 130 victimes et a tourné en sa faveur le 17 mars, Rajoelina s'est autoproclamé (avec la complicité de la Haute Cour constitutionnelle) président d'une Haute autorité de transition (vers une Quatrième république) ou HAT, formée surtout de gens d'affaires et de politiciens opportunistes. Dès après le 17 mars, Ravalomanana s'est exilé en Afrique australe d'où il mène une intense activité diplomatique contre ses tombeurs.

Sur ces bases, la dite « Communauté internationale », à savoir la SADC (Communauté de développement d'Afrique australe), l'Union africaine, l'Union européenne et l'ONU ne pouvaient, au nom de leurs principes et chartes respectifs, que condamner le coup d'Etat de Rajoelina et aucun pays ne peut éthiquement reconnaître le pouvoir qui en est issu. La transition consiste dès lors en une surenchère effrénée entre les fractions (pro-Rajoelina, pro-Ravalomanana et d'autres) de la classe militaro-politico-économique pour le partage du pouvoir alimentée par d'ubuesques séquences de cooptations, d'alliances et de ruptures d'alliances. Après un an et demi de tiraillements, une « feuille de route » de sortie de crise, corpus d'engagements des acteurs politiques malgaches construit grâce à la médiation de la SADC, a été signée officiellement le 17 septembre 2010 par la quasi-totalité des groupements de politiciens de la place. Par rapport à cette « feuille de route », le référendum controversé du 17 novembre 2010 pour la Quatrième république puis, dans la foulée, la constitution d'un gouvernement d'« union nationale » et d'un premier ministre consensuel ont ponctué un processus de fuite en avant qui, à l'évidence, ne peut donner et ne donnera aucune garantie de véritables changements allant dans le sens des intérêts de la population, ces intérêts mêmes que les réseaux de la société civile organisée ont défini, dès le lendemain du putsch de 2009 et à juste titre, comme objectif d'une sortie neutre, inclusive et pacifique de crise mais que l'ensemble du personnel politique a vite fait de galvauder et dévoyer.

La majorité de la population n'est pas dupe des enjeux du micmac politicien-affairiste ambiant. Multinationales et puissances anciennes et/ou émergentes, alliées à leurs clientèles locales respectives, rivalisent :

certains pour contrôler les ressources minières (le Canadien Rio Tinto, d'un côté, et le Chinois Mainland Mining,

de l'autre : l'ilménite ; l'Australo-canadien Sherritt International : le nickel et le cobalt ; l'Allemand Tantalus, d'un côté, et le Français Rhodiapour, de l'autre : les « terres rares », 17 métaux stratégiques dont la série des lanthanés, plus le scandium et l'yttrium ; l'Indien Varun : l'exploration d'uranium dans la région d'Amoron i Mania et dans le Menabe), d'autres pour s'assurer les ressources pétrolières (le Chinois Sunpec dans le Canal du Mozambique, la Française Total investissant à la fois dans l'off-shore et le schiste bitumineux, Varun prospectant du pétrole sur plus de 5 000 km² au sud de Mahajanga et du gaz au large de l'île Sainte-Marie etc.), d'autres encore pour accaparer les ressources foncières (à l'exemple de l'Italien Tozzi Green et des Indiens Landmark dans l'Ihorombe et Varun dans le Nord, après les turpitudes du Sud-Coréen Daewoo Logistics dans le Nord-Est et dans l'Ouest (avant qu'elles ne soient suspendues, selon des déclarations de la Transition)& en tout cas, des accaparements de terres pour la plupart dans le but de produire avec des semences transgéniques, selon certaines hypothèses de l'agrocarburant au bénéfice des économies des puissances étrangères...

Marché de dupes en général au vu des redevances pour Madagascar sans commune mesure avec les bénéfices attendus par les multinationales (dans la loi malgache même sur les grands investissements miniers ou LGIM, par exemple). En principe toutefois puisque aucune institution de la transition n'a été élue, et n'a donc aucune légitimité aucun contrat d'exploitation promis à X ou Y pendant cette « crise » ne peut être véritablement acté : s'il le voulait, un éventuel pouvoir issu d'une consultation électorale en sortie de crise pourra légitimement annuler tout contrat « signé » par la Transition actuelle (s'il le voulait !) & Il reste que les forcings actuels sur les ressources foncières, minières et forestières expulsent déjà quantités de paysans, agriculteurs ou pasteurs, des terres sur lesquelles ils vivent et travaillent depuis plusieurs générations : ce qui met en péril l'agriculture familiale nourricière jusqu'à la sécurité et la souveraineté alimentaires du pays.

Le rapport économique d'octobre dernier de la Banque mondiale fait ressortir une perte cumulée de revenus pour le pays d'environ 6,3 milliards USD durant cette « crise » : c'est environ 60% du PIB annuel rien que pour les 4 dernières années. En rapportant par ailleurs les premières estimations de 2008 à 2012, la Banque mondiale estime que près de 4 millions de personnes de plus qu'en 2008 (c'est-à-dire avant la « crise ») sont passés sous le seuil de la pauvreté, ce qui place Madagascar parmi les pays représentant le taux le plus élevé de pauvres dans le monde.

La « crise », en tout cas, a pour effet de faire rater au pays la majorité des progrès vers des défis de longue durée inclus dans les « Objectifs du millénaire pour le développement » (OMD) : particulièrement, ne seront pas atteints en 2015 les objectifs de la lutte contre la pauvreté, contre la faim, contre la maladie & Cette situation s'articule avec la recrudescence de l'insécurité, la mauvaise gouvernance de l'exploitation des ressources naturelles et le progrès limité dans la lutte contre la corruption.

Les renoncements respectifs sous la pression de la « communauté internationale » de Ravalomanana, le 12 décembre 2012, et de Rajoelina, le 15 janvier 2013, à se présenter à la présidentielle du 8 mai 2013 sont censés permettre d'aller vers une « sortie de crise apaisée ». Mais l'UE n'annonce toujours pas la fin des sanctions prises, dans le cadre de l'accord de partenariat ACP-UE, à l'encontre de Madagascar pour faits d'accès au pouvoir des dirigeants actuels sans processus électif (2) : elle réclame des efforts supplémentaires pour le retour à l'ordre constitutionnel par une application plus complète de la « feuille de route ». Pour l'heure, Madagascar reste donc privée de l'essentiel du 10^e FED (Fond européen pour le développement), d'un montant de près de 600 millions d'euros. L'UE a néanmoins consenti à débloquer 100 millions dans le cadre d'une aide humanitaire : une délégation européenne était attendue fin janvier pour observer l'avancement du processus électoral, pour évaluer la faisabilité technique des scrutins à venir. D'aucuns ne manqueront pas de pointer dans ces « conditionnalités » une myopie politique qui fait payer à un peuple les aberrations de ses dirigeants & D'autres y verront le renforcement d'un processus de sape (commencé depuis des décennies) de la souveraineté malgache par rapport aux enjeux géostratégiques en cours.

Le processus électoral de « sortie de crise » reste incertain : pendant que Rajoelina réclamait une inversion du calendrier pour que les législatives passent avant la présidentielle, la CENIT (Commission électorale nationale indépendante de la Transition) et les représentants des Nations Unies viennent de reporter le premier tour de celle-ci,

du 8 mai au 24 juillet, prévoyant un deuxième tour le 25 septembre couplé avec les législatives. Si, d'un côté, les parts de financement des élections par la communauté internationale ne semblent toujours pas pleinement assurées, il se confirme, d'autre part, que les fractions dirigeantes « en guerre » se sont redéployées en vue d'une nouvelle phase exacerbée du « partage du pouvoir » : les deux faits étant probablement liés. Les mises en œuvre actuelles de stratégies et de tactiques encore plus cyniques par les belligérants politico-affairistes extérieurs et intérieurs du chaos malgache ne sont probablement pas de bon augure pour les 21 millions de Malgaches en quête de sérénité et d'un peu de mieux-être. Mais qui vivra verra !, dit-on.

Jean-Claude Rabeherifara (6 février 2013)

notes : (1) Song Jung-a, Christian Oliver & Tom Burgis, « Daewoo to cultivate Madagascar land for free », *Financial Times*, 19 novembre 2008 (2) Jean-Claude Rabeherifara : « Madagascar. Solidarité avec la population, victime d'une crise odieuse », *Lettre des relations internationales*, mars 2012, pp.9-11.

Repères sur les élections présidentielles à Madagascar

- 12 décembre 2012 : Marc Ravalomanana annonce qu'il ne se présentera pas aux élections de 2013 ;
 - 15 janvier 2013 : Andry Rajoelina annonce qu'il ne se présentera pas aux élections de 2013 ;
 - 5 février 2013 : La CENIT annonce que les élections présidentielles sont reportées du 8 mai au 24 juillet 2013.
-

Vers une aggravation des problèmes d'alimentation à Madagascar ?

Dans un contexte de crise économique grave, le pouvoir d'achat de la majorité des ménages malgaches est en chute libre. La malnutrition et l'insécurité alimentaire sont devenues des problèmes chroniques à Madagascar malgré l'opulence insolente d'une frange minoritaire de la population. La crise de 2009 a provoqué le retrait de nombreux investisseurs étrangers, la suspension de l'AGO (African Growth and Opportunity Act), la fermeture d'usines, l'arrêt de plusieurs « projets » et la perte de centaines de milliers d'emplois. L'appauvrissement général de la population continue ainsi progressivement à Madagascar alors que déjà en 2010, plus de 80% de la population vivait sous le seuil de pauvreté de 1 dollar par jour. L'insécurité alimentaire touche plus d'un habitant sur trois, un enfant sur deux est en état de malnutrition chronique (1).

Cet appauvrissement explique sûrement en partie l'accroissement des actes de banditisme, et notamment le vol des récoltes sur plant, un des sujets d'angoisse des populations rurales.

Le prix du riz est très variable selon les régions et a atteint plus de 1400 Ariary le kilo à certains endroits (2). La spéculation des intermédiaires font partie des causes de ce prix élevé qui ne profite pas forcément aux producteurs. Pour essayer de limiter les effets de la crise, les hauts dirigeants de la transition ont mis en place temporairement l'opération vary mora (riz bon marché) basé sur du riz importé : mais subventionner le riz importé en le détaxant revient à subventionner les paysans thaïlandais, vietnamiens et autres et permet à ces derniers de concurrencer les paysans malgaches. Par ailleurs, le rôle et l'impact de la dissémination massive de semences de riz hybride chinois à travers l'île, souvent sous forme de dons pour l'instant, n'ont pas encore fait l'objet de publication.

En décembre 2012, les criquets qui avaient déjà envahi près d'un tiers de la Grande île, menaçaient le reste du territoire, faisant craindre d'énormes dégâts sur les cultures et faisant planer une grave crise alimentaire dans les prochains mois. Le Ministère de l'Agriculture a demandé une aide d'urgence auprès de la FAO (3), les premières réponses viennent d'être publiées (4).

Non seulement, la fréquence de la consommation de viande par les familles des zones urbaines a baissé jusqu'à une fréquence hebdomadaire mais en plus, une nouvelle unité de mesure pour l'achat des produits de boucherie est

apparue sur les marchés : la moitié d'un quart de kilo. La baisse d'effectifs du cheptel bovin dans le pays due à l'effet cumulé des maladies, de l'exportation de zébus sur pied (5), de la recrudescence des vols de bétail et du remplacement des zones de pâturage par des agro-industries menace de rendre le prix de la viande de bSuf inaccessible pour la majorité des familles (6). La surexploitation des ressources halieutiques, la venue trop près des côtes des pêcheurs industriels (7), la construction de ports internationaux comme celui donné en concession à une compagnie australo-britannico-canadienne dans les zones de pêche traditionnelle des populations dans le sud-est et les accords de pêche avec l'Europe défavorables aux Malgaches contribuent à la disparition des sources de revenus et de nourriture des pêcheurs (8).

Depuis plusieurs années, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) fournit une aide alimentaire importante dans plusieurs régions de Madagascar, notamment dans le Sud et dans les régions victimes de la sécheresse. Mais cette année, l'insuffisance de fonds parvenant à cet organisme l'empêcherait de réaliser ses missions habituelles. Le PAM a ainsi commencé à suspendre son aide alimentaire aux orphelinats et aux sites de traitement des tuberculeux en décembre 2012. Espérons que les centaines de milliers d'enfants qui reçoivent comme unique repas de la journée celui de la cantine scolaire fourni par le PAM (9) ne connaîtront pas un arrêt brutal de cette aide.

Cette « crise politique » aux conséquences économiques et sociales graves va-t-elle se terminer avant que la famine ne finisse d'anéantir la population ? Les autorités et décideurs accorderont-ils un jour la priorité à l'agriculture familiale, aux intérêts des paysans malgaches et à l'alimentation des populations locales ? Il est urgent pour les responsables malgaches de trouver les moyens d'arrêter la dépendance vis-à-vis des « aides » (10)

Mamy R. (8 février 2013)

notes : (1) <http://www.rfi.fr/afrique/20111115-madagascar-lutte-contre-malnutrition-infantile> (2)
<http://www.madagascar-tribune.com/A-la-hausse.17949.html> (1 dollar US = 2207 Ariary le 28 janvier 2013) (3)
<http://www.rfi.fr/afrique/20121001-madagascar-nouveau-face-menace-criquets> (4)
http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=29070:lutte-antiacridienne—trouver-22-millions-us-avant-fin-juin&catid=45:newsflash&Itemid=58 (5) http://www.alwatwan.net/index.php?home=actu.php&actu_id=4398 (6)
<http://www.lexpressmada.com/elevage-madagascar/33107-le-cheptel-bovin-en-declin.html> (À Madagascar, la viande de bSuf coûte moins cher que la viande de porc.) (7)
<http://www.madagascar-tribune.com/Les-pecheurs-traditionnels-se.16275.html> (8)
http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/07/06/comment-la-peche-europeenne-lese-madagascar_1730136_3244.html (9) <http://www.madagascar-tribune.com/Faute-de-financement-assistance.18431.html> (10)
<http://www.lanation.mg/article.php?id=2105>

Les droits humains à Madagascar scrutés par Amnesty International

L'année 2012, Madagascar a fait l'objet de deux documents très instructifs d'Amnesty International : 1/ le chapitre Madagascar (pp.206-207) dans le Rapport 2012 de l'organisation sur La situation des droits humains dans le monde (24 mai 2012) ; 2/ le Communiqué de presse du 20 novembre 2012 de l'organisation sur les atteintes aux droits humains dans le sud de la Grande île, suite à la mission sur place de Christian Mukosa, chercheur au sein du programme Afrique d'Amnesty International. Présentation des deux textes :

1. La situation des droits humains à Madagascar

Le chapitre Madagascar du Rapport 2012 recense les problèmes récurrents :

Conditions carcérales : « Les conditions carcérales étaient éprouvantes et les droits des prisonniers régulièrement bafoués. Les soins de santé, la nourriture et les installations sanitaires en détention étaient insuffisants.

Selon un rapport présenté en juin par les autorités, 19 870 personnes étaient incarcérées dans les prisons du pays, dont la capacité maximale était de 10 319 places. Parmi elles figuraient 785 femmes et 444 mineurs. Le rapport précisait que 10 517 d'entre elles étaient en détention provisoire. »

● Pas abolie, la **peine de mort** n'a pas été appliquée depuis l'Indépendance en 1960. « Selon les chiffres officiels, 58 détenus étaient incarcérés dans le quartier des condamnés à mort, où certains se trouvaient depuis des années en attendant que leur dossier soit examiné par la Cour de cassation. »

● **Droits des enfants**. « L'UNICEF a indiqué que certains enfants vivant à Madagascar souffraient de malnutrition, étaient sans logement, n'étaient pas scolarisés, étaient privés de soins de santé essentiels ou n'avaient pas un accès suffisant à l'eau et aux installations sanitaires. Selon l'organisation, la traite des enfants aux fins d'esclavage domestique et sexuel se poursuivait. Ces pratiques avaient cours en toute impunité. »

Mais ce Rapport 2012 concernant Madagascar accorde aussi une attention à la **situation spécifique des droits humains sous l'actuelle Transition**. « Les forces de sécurité se sont rendues coupables de graves violations des droits humains, notamment d'homicides illégaux, d'actes de torture ainsi que d'arrestations et de détentions arbitraires. Les manœuvres de harcèlement et d'intimidation visant des journalistes et des avocats se sont poursuivies, de même que la détention sans jugement d'opposants politiques... »

Le rapport pointe des **homicides illégaux** (« Des membres des forces de sécurité ont tué des suspects, dans une impunité quasi totale. » Notamment, « Le 9 décembre (2011), Michel Rahavana, substitut du procureur à Toliara, a été tué à proximité de son bureau et de la prison de la ville par un groupe de policiers qui cherchaient à obtenir la remise en liberté d'un de leurs collègues, emprisonné dans le cadre d'une affaire de vol. »), des **morts en détention**, des **détentions sans jugement** (« Plusieurs dizaines d'opposants réels ou supposés à la Haute autorité de la transition (HAT) demeuraient détenus sans jugement. Certains avaient été arrêtés en 2009. »), des **arrestations et détentions arbitraires** (« Les arrestations et les détentions arbitraires étaient courantes. Dans certains cas, des avocats qui assistaient ou défendaient des opposants réels ou supposés à la HAT ont fait eux-mêmes l'objet d'une arrestation et d'une détention pouvant s'apparenter à une forme de harcèlement et d'intimidation en ce qui les concernait, et, concernant leurs clients, à une privation du droit à une assistance juridique. ») & Amnesty International fait état d'**atteinte à la liberté d'expression**, dont celle des médias : « Les médias privés et ceux soupçonnés d'avoir des liens avec l'opposition ont été pris pour cibles par la HAT (& Le ministre de la Communication a fait savoir que 80 organes de presse avaient été informés de leur suspension en août (2011), après que leur autorisation de diffusion eut été déclarée illégale. Certains journalistes et propriétaires de médias ont dénoncé ce qu'ils ont qualifié de décision motivée par des considérations politiques. On ignorait si les suspensions étaient toujours en vigueur à la fin de l'année. » Le lien : <http://www.amnesty.org/fr/region/madagascar/report-2012> vous permet d'accéder aux détails sur ces aspects sus-cités.

2. La situation spécifique des droits humains dans le sud de Madagascar

Dans son Communiqué de presse du 20 novembre 2012 (<http://www.amnesty.org/fr/news/madagascar-must-end-mass-killings-and-investigate-security-forces-2012-11-20>), Amnesty International fait remarquer que « Madagascar doit mettre fin aux massacres et enquêter sur les forces de sécurité ». Extraits du communiqué &

« Il faut maîtriser les forces de sécurité malgaches, qui se livrent à des actes de violence aveugle dans le sud du pays, a déclaré Amnesty International, à la suite d'exécutions de masse de civils pour des vols de bétail et de l'inaction des autorités, qui se sont abstenues de protéger des centaines de personnes de véritables massacres. » « Certaines sources officielles ont affirmé que l'Opération Tandroka, lancée en septembre, s'est pour l'instant (au 20.11.2012, ndlr) soldée par l'homicide de 40 voleurs de bétail (dahalos) et l'arrestation de 76 autres dans la région de l'Anosy (sud du pays). Des bandes de voleurs de bétail auraient tué 14 membres des forces de sécurité nationales plus tôt cette année.

« Des témoins ont cependant signalé à Amnesty International que des personnes âgées, des handicapés moteurs, des

enfants et d'autres personnes se trouvant dans l'incapacité de fuir leur domicile ont été brûlés vifs quand les forces de sécurité ont incendié des villages sans aucun discernement dans le cadre de cette opération militaire. « *Nous entendons parler de personnes et de populations sanctionnées et persécutées dans le sud. Ces mauvais traitements pourraient constituer des atteintes aux droits humains d'une ampleur choquante* », a indiqué Christian Mukosa, chercheur au sein du programme Afrique d'Amnesty International, qui vient à peine de rentrer de Madagascar.

« *Le gouvernement doit maîtriser ses forces de sécurité et diligenter une enquête indépendante sur ces allégations.*

« Selon des témoins, lors d'une des nombreuses descentes effectuées dans des villages en septembre, des membres des forces de sécurité ont brûlé 95 maisons dans la commune d'Elonty, et tué au moins 11 personnes dont une fillette âgée de six ans.

« Des récoltes ont été réduites à néant et au moins une école a été rasée pendant ces attaques. Des représentants des autorités ont affirmé que seules des exploitations pratiquant la culture du cannabis ont été détruites par les forces publiques.

« Par ailleurs, d'après les informations recueillies par Amnesty International, les forces de sécurité ont exécuté des suspects de manière extrajudiciaire lors de ces descentes.

« Parmi les unités impliquées dans ces exécutions extrajudiciaires présumées figurent les forces d'intervention spéciales. Au moins 250 autres personnes ont été tuées cette année aux alentours de la ville de Fort-Dauphin (sud du pays), dans le cadre de ce que les autorités décrivent comme des affrontements entre villages déclenchés par des vols de bétail. Amnesty International craint que ce chiffre ne soit bien en-deçà de la réalité.

« Au moins deux témoins ont expliqué à Amnesty International que les autorités avaient été informées de l'imminence d'une attaque contre un village par des personnes vivant à proximité ; les autorités n'ont rien fait, et au moins 86 personnes ont été tuées à coups de machette.

« *Les responsables présumés de ces violations massives, parmi lesquels des membres hauts gradés des forces de sécurité, doivent être traduits en justice* », a expliqué Christian Mukosa. Le gouvernement doit demander à la communauté internationale, en particulier aux Nations unies, d'aider à mener une enquête véritablement indépendante.

« Les violences de ces derniers mois font craindre le pire pour la sécurité des civils de la région à l'approche de l'élection présidentielle, prévue pour mai 2013. »

*** Pour que l'information soit bien complète, notons qu'une rencontre entre le chercheur d'Amnesty International et Harry Laurent Rahajason, ministre de la Communication de la Transition a pu avoir lieu. La situation dans le sud et la liberté d'expression et de presse ont été au centre de la rencontre. Le communiqué ministériel relatif à cette rencontre est rapporté par Madagascar-Tribune du 10 novembre 2012 (<http://www.madagascar-tribune.com/Deux-points-de-vue-sur-l-actualite,18133.html>) :** « Le ministre de la Communication a donné des éléments d'éclaircissements face aux préoccupations soulevées : *l'État, et encore moins le ministère de la Communication n'a jamais pris une mesure quelconque allant à l'encontre de la liberté de presse et d'expression. Le ministère n'a fait que rappeler tout un chacun à observer les textes et Lois en vigueur*. Et lui de poursuivre : Le ministère de la Communication ne s'interfère pas dans les affaires judiciaires. Il faut laisser la Justice faire son travail », a-t-il expliqué. Concernant la situation dans le sud de Madagascar, le ministre Harry Laurent Rahajason a proposé à son vis-à-vis une approche pratique de collecte d'informations pour éviter les supputations : *le mieux, c'est de descendre sur le terrain pour constater de visu les réalités sur place* ».

Pour de plus amples informations : Service de presse d'Amnesty International à Londres : Tél. : +44 20 7413 5566. / Courriel : press@amnesty.org / Twitter : @amnestypress Secrétariat international, Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.

Compte-rendu de la Rencontre du 24 mars 2012 organisée par le CdSM

Bénédicte Goussault, présidente du Consortium, a introduit la séance en présentant le Consortium de Solidarité avec Madagascar CdSM dont l'un des objectifs est d'établir un lien entre la société civile française et la société civile de Madagascar qui est elle aussi en difficulté devant la situation politique compliquée actuelle. Pour cela, le CdSM s'attache à faire connaître la situation de Madagascar en France.

« Impact des industries extractives sur les communautés à Madagascar. L'exemple des sables bitumineux »
Intervention de Juliette Renaud chargée de campagne sur les industries extractives au sein de l'association Les Amis de la Terre. Elle a développé les problèmes liés aux projets d'exploitation du grès bitumineux par Total à Bemolanga et des huiles lourdes par Madagascar Oil à Tsimiroro, suite au voyage qu'elle a effectué sur le terrain en octobre 2011.

Les grandes multinationales du secteur extractif sont en train de mener une course pour sécuriser leur accès aux matières premières dans le monde et particulièrement dans les pays du Sud. Concernant les hydrocarbures, la baisse des ressources conventionnelles de pétrole les amène à chercher du pétrole toujours plus loin et de manière plus compliquée, provoquant ainsi des impacts sociaux et environnementaux toujours plus élevés comme dans le cas des sables bitumineux. Avec la hausse des prix du pétrole, ce qui n'était pas rentable d'exploiter avant, l'est devenu : cela fait presque un siècle qu'on sait qu'il y a des sables bitumineux à Madagascar, mais ce n'est que depuis quelques années que des compagnies pétrolières envisagent sérieusement de les exploiter. C'est la même logique qui s'applique aux gaz et huiles de schiste qu'il est question d'exploiter en France notamment.

Dans ce contexte mondial, en raison de sa richesse en ressources et à cause de la faiblesse de son cadre institutionnel, Madagascar est actuellement une cible idéale pour les multinationales. Le pays est quadrillé par des concessions pétrolières déjà attribuées sur la côte Ouest aussi bien sur le territoire qu'au large des côtes (off shore), d'une part, et des compagnies minières multiples comme QMM pour l'ilménite et Sherritt-Ambatovy pour le nickel et le cobalt. Cette dernière est financée par la Banque Européenne d'investissements, c'est-à-dire par nos impôts qui sont censés participer à la lutte contre la pauvreté et au développement de Madagascar.

Les sables bitumineux sont du bitume mélangé à du sable et de l'argile, donc quelque chose de solide qui, après transformation, donne du pétrole. Le seul endroit où ils sont exploités pour l'instant à grande échelle se trouve dans la province de l'Alberta au Canada depuis quelques dizaines d'années avec des conséquences catastrophiques au niveau climatique, environnemental et social.

La méthode d'exploitation prévue à Bemolanga (exploitation minière à ciel ouvert) est la même qu'au Canada et consomme d'énormes quantités d'énergie et d'eau : cinq barils d'eau sont nécessaires pour produire un baril de pétrole. Les conséquences seront graves au niveau du réchauffement climatique, ainsi qu'au niveau des risques de tarissement de l'eau et de forte pollution des cours d'eau et du sol. La contamination de l'air, de l'eau et des sols provoque actuellement au Canada une multiplication des cancers, maladies respiratoires et de la peau, et rend impossible la pêche et la chasse, sources de subsistance des communautés indigènes locales.

Deux projets existent à Madagascar : le projet Bemolanga de Total dans la région de Melaky près de Morafenobe et le projet d'huiles lourdes Tsimiroro de Madagascar Oil, à la limite entre les régions de Melaky et de Menabe. Malgré son nom, Madagascar Oil n'a rien de malgache ; c'est une société basée aux Etats-Unis qui détient aussi une partie du permis qu'exploite Total.

L'impact des projets à Madagascar sera important car ils se font dans une zone qui souffre déjà de sécheresse pendant la période sèche, le seul cours d'eau disponible étant la rivière Manambaho. L'exploitation du grès bitumineux va restreindre les zones de pâturage pour l'élevage extensif habituel des zébus et utiliser les terres destinées à l'agriculture de subsistance, elle va ainsi mettre fin aux rares moyens de subsistance de la population qui vit déjà dans une situation d'extrême pauvreté.

Par ailleurs, le mode d'évacuation du pétrole vers le port de Maintirano en vue de l'exportation envisage le passage d'un oléoduc à travers les Tsingy et détruira la biodiversité du parc national, classé pourtant au Patrimoine mondial de l'UNESCO.

La population n'est pas du tout préparée à l'arrivée de géants pétroliers. Les préoccupations de la vie quotidienne et leur faible niveau d'éducation ne leur permettent pas de penser aux impacts à long terme de ces compagnies pétrolières. Plusieurs enquêtes de terrain ont été menées par l'ONG Voarisoa membre de l'Alliance Voahary Gasy. La première fois, en 2010, 90% des habitants de la zone ne connaissaient pas le pétrole, ne savaient pas ce qu'était le pétrole, ne savaient pas de quelle société il s'agissait ni que l'exploitation de pétrole aurait des impacts sur leur santé et sur leur mode de vie. Deux ans après, leur information reste très insuffisante, basée sur des rumeurs. Nous avons organisé des réunions d'informations et montré des images de ce qui se passe au Canada. Quelques personnes seulement ont demandé à avoir des formations pour connaître mieux leurs droits sur les terres qu'ils possèdent ou occupent, le droit minier et pétrolier et s'inquiétaient des impacts sur leurs activités agricoles.

L'un des modes de vie des entreprises extractives dans le monde consiste à acheter le silence des communautés à travers ce qu'elles appellent la politique de Responsabilité Sociale des Entreprises ou RSE, qui passe notamment par la construction d'infrastructures et une communication sur leurs méthodes d'exploitation soi-disant respectueuses de l'environnement et des communautés. Les multinationales préfèrent financer des choses visibles rapidement, même si ce n'est pas ce qui est le plus nécessaire aux populations, au lieu par exemple de financer des activités de renforcement des capacités de production des habitants dont l'effet prendrait du temps à se faire voir. Elles ne demandent pas l'avis des populations sur la détermination de ces infrastructures. Ainsi, à Morafenobe, la route principale a été goudronnée, un pont a été construit à la sortie du village, surtout pour l'usage de Total, les habitants qui n'ont pas été consultés, continuent à traverser à pied ou en pirogue le fleuve infesté de crocodiles à certaines époques de l'année. Près du site de Madagascar Oil, un dispensaire a été construit mais n'avait pas de médecin ni infirmier. De même, au hameau d'Ambonara où un « gîte d'étape » a été construit, et les habitants ne savent même pas à quoi est censé servir le bâtiment. Ils veulent en faire une école mais n'ont ni matériel ni instituteur.

Il existe une corruption des autorités locales, pas forcément sous forme financière mais sous forme de promesses diverses : ainsi le maire d'un village n'a pas autorisé la réunion d'information prévue avec la population de peur de brouiller ses relations avec l'entreprise. L'une des ONG impliquées dans la visite sur le terrain a ensuite reçu par lettre des pressions de Madagascar Oil. Il est compliqué voire impossible pour les organisations malgaches d'aller sur le terrain pour sensibiliser les populations.

Plus grave encore, les autorités nationales ne connaissent pas les enjeux environnementaux, sociaux et économiques : certains hauts responsables ont avoué que ce sont les entreprises qui les formaient, et donc d'une manière un peu biaisée. Par ailleurs, l'ONE (Office National pour l'Environnement) est financé par les entreprises qu'il est censé contrôler : les rapports de suivi sont donc « négociés » avec les multinationales. Les autorités locales rencontrées disent que les autorités centrales leur ont demandé de signer des autorisations pour les entreprises et ils l'ont fait sans avoir eu le réflexe de demander à voir le contrat, elles ne connaissent pas leurs droits en termes d'accès à l'information ni de perception des impôts et redevances. L'OMNIS (Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques) est la structure chargée de l'octroi des permis miniers et pétroliers et le responsable interrogé s'est montré surtout soucieux de réussir à attirer les investisseurs, et a déclaré devoir « faire des concessions et fermer les yeux sur certains aspects pour pouvoir avancer ».

À côté de cela, ce travail est nouveau pour les organisations de la société civile qui doivent sensibiliser l'opinion publique et faire passer l'information et aller au sein des communautés pour expliquer les enjeux et leurs droits. Ces organisations ne sont pas préparées du tout et n'ont pas les moyens humains et financiers de faire face à de tels enjeux. Il leur est donc par exemple très difficile de se rendre sur le terrain et de garder un contact régulier avec les populations affectées. Les régions concernées sont enclavées et quasi inaccessibles en dehors de la période sèche, où il a fallu 15 heures pour faire le trajet de 300 kms depuis Antananarivo et de plus, les communautés autour des sites d'exploitation sont éparpillées, le peu d'information n'arrive qu'aux villages les plus grands ou même seulement à Maintirano (capitale de la région), sur la côte.

En juin 2011, Total a demandé un prolongement d'un an de sa licence d'exploration, a retiré la quasi-totalité de son équipe sur place et s'est livré à des explorations aériennes. De son côté le projet Tsimiroro est en phase pilote d'exploitation.

L'arrivée de ces compagnies pétrolières et minières n'apporte pas de bénéfice économique pour le pays en raison des lois malgaches très favorables aux entreprises extractives, notamment la Loi sur les Grands Investissements Miniers. L'Initiative sur la Transparence des Industries Extractives (ETIE) est un dispositif international qui met l'accent sur la transparence en demandant aux pays de publier les revenus issus de l'exploitation de ses ressources naturelles et aux entreprises de divulguer ce qu'elles ont payé comme taxes et autres paiements à l'Etat. Les deux séries de chiffres sont comparées et ensuite réconciliées. Dans certains pays, la société civile a utilisé cette initiative de lutte contre la corruption pour réclamer des mesures plus bénéfiques au pays. Mais aux Amis de la Terre, nous sommes sceptiques : mettre l'accent sur les problèmes de transparence et corruption amène à mettre de côté les aspects environnementaux et sociaux. Et même si les projets extractifs devenaient profitables sur le plan économique et qu'ils créaient de nouveaux emplois, ils en détruisent beaucoup d'autres et change complètement la matrice de production au niveau local, et surtout détruisent de façon irréversible l'environnement et les conditions de vie des communautés locales.

Pour plus d'informations :

- Rapport des Amis de la Terre : Madagascar, nouvel eldorado des compagnies minières et pétrolières (novembre 2012) : <http://amisdelaterre.org/rapportmadagascar.html>
 - Article de Juliette Renaud paru dans Altermondes : « Total : une catastrophe annoncée » (décembre 2011) : <http://amisdelaterre.org/altermondetotal.html>
 - Site Internet des Amis de la Terre : <http://www.amisdelaterre.org/sables-bitumineux.47.html>
-

« **La situation à Madagascar et la société civile** » *Intervention de Philippe Randrianarimanana, membre du Conseil d'Administration du CdSM (Consortium de solidarité avec Madagascar), rédacteur en chef-adjoint de Slate-Afrique.*

Cet exposé sur la situation actuelle de la société civile à Madagascar, qui ne sera pas exhaustif visera à susciter des débats, réactions et échanges :

1/ À quoi sert la société civile à Madagascar ?

Pour traiter cette question à laquelle le présentateur ne pense pas apporter de réponse définitive, il s'est appuyé sur le cas de ce que l'on pourrait considérer comme la principale plateforme structurée de la société civile, la Plateforme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar ou PFNOSCM (<http://societecivilemalgache.com>), non pas pour la surestimer ni pour la dénigrer, mais de par son envergure et sa composition de plusieurs milliers d'organisations communautaires réparties sur tout le territoire et de par sa structuration en sous-plateformes régionales les 22 régions sont représentées et thématiques Eau, éducation, santé, développement rural, cette étude pourrait fournir une base solide pour un examen significatif à la question posée. Cette plateforme de la société civile peut se targuer d'avoir créé ses structures à partir de la base, ce qui constitue un principe fondamental de légitimation.

Les travaux qui ont amené à sa mise en place ont porté sur la définition de la société civile malgache et les conclusions ont circonscrit les champs d'action et objectifs. Ainsi dans sa définition, elle se veut être l'un des acteurs du développement aux côtés de l'Etat, du secteur privé, et de la société politique. Par principe, la société civile se doit d'être autonome de ces autres composantes de la société. La société civile, toujours selon la Plateforme, comprend des ONGs, associations, organisations de communautés de base, organisations paysannes, associations confessionnelles, mouvements de jeunesse, sociétés savantes, syndicats, organisations de défense des droits humains, associations sportives, organisations de consommateurs.

Elle a clairement identifié différents modes d'action de la société civile : elle peut être une force d'action - être un acteur ou un partenaire dans le développement, une force de proposition - lobbying, plaidoyer, alerte, interpellation - ou une force d'élaboration, de mise en œuvre, de réalisation, de suivi ou d'évaluation des stratégies et des politiques de développement.

Le Consortium de Solidarité avec Madagascar, créé en 2002, par de grandes organisations de la société civile française a suivi de près la gestation et le processus de structuration de cette plateforme de la société civile qui a abouti à une convention et une charte en 2005.

À l'époque, le régime de Ravalomanana, le président et premier acteur économique mais également Vice-président de l'Eglise FJKM, triomphait avec son programme de dérégulation, d'ouverture des zones franches, d'ouverture aux marchés internationaux, d'intégration régionale, et jouissait d'une bonne disposition de la part des bailleurs de fonds. Ses dérives et conflits d'intérêts étaient néanmoins flagrants et permanents.

Pour répondre aux exigences officielles de bonne gouvernance, ce régime a associé les structures de la société civile aux politiques publiques, à titre consultatif évidemment, notamment à l'élaboration du MAP - Madagascar Action Plan (*) - qui fut la feuille de route officielle de son programme politique. Si les modes d'action de la société civile sont multiples, la Plateforme a fait le choix de la participation en vue d'influencer de l'intérieur les politiques dès leur élaboration. Mais on doit observer que cette posture de la plateforme n'a pas relayé voire soutenu les résistances latentes de la société malgache face à une marche forcée dans une logique néo-libérale sans garde-fou ni contre-pouvoir effectifs.

2/ La situation de crise majeure actuelle

Sans revenir sur la chronologie ni les ressorts de l'alternance anti-constitutionnelle du pouvoir et du coup d'Etat de mars 2009, le diagnostic de la situation est catastrophique. Cela fait trois ans que Madagascar est plongé dans une crise dont on ne voit pas l'issue. Les sujets d'alerte sont innombrables :

- le constat alarmant sur le plan politique. Le rapport 2011 d'Amnesty International liste les violations des droits humains commises par les forces de sécurité qui bénéficient de l'impunité totale.
- Constat alarmant aussi sur le plan économique, corruption, enrichissement suspect de minorités liées au pouvoir, opacité des transactions et grands contrats sur les ressources du pays, pauvreté galopante, inégalités croissantes, flambée du chômage liée au retrait de programmes économiques, baisse des revenus des ménages.
- Au niveau du constat environnemental, le plus connu est le trafic du bois précieux qui demeure problématique et obscur : de février 2009 à janvier 2011, au moins 57 tonnes de bois de rose et de bois d'ébène ont quitté Madagascar exportés de manière illicite essentiellement vers la Chine.
- Ce domaine réunit les différentes facettes de cette crise et le danger auquel la population est exposée. Le cas des terres et du foncier est devenu une lutte exacerbée dans un contexte mondial de multiplication des transactions sur les terres agricoles, confrontation directe des populations rurales avec les entreprises multinationales et puissances financières globales. Cet accaparement se réalise avec l'accord et la complicité d'autorités publiques au niveau régional ou local.

Il en résulte un appauvrissement global de la population. Le magazine *Forbes* a classé Madagascar en 2011 comme «

la pire économie du monde », en se basant sur ces critères qu'il a définis : le taux de croissance du PIB, les projections du FMI et l'indice du taux de corruption mesuré par Transparency International, « la pire économie du monde » donc en termes de dégradation au cours des trois dernières années. Dans un autre registre, un rapport récent de l'UNICEF de mars 2011 sur l'exclusion scolaire à Madagascar souligne un tableau équivalent : ¼ des enfants en âge d'être scolarisés ne vont pas à l'école et entre 2010 et 2011, on a perdu 700 000 enfants dans les écoles primaires.

Ces exemples montrent la gravité du dépérissement de la situation et le pourrissement de cette crise dans laquelle la société civile se trouve particulièrement désemparée face aux blocages politiques.

3/ Société civile et Démocratie

La société civile malgache peut-elle offrir une alternative à l'impasse politicienne, peut-elle servir de base à une rénovation politique et à une refondation démocratique ?

Il faut souligner l'effort de la société civile pour favoriser un dialogue malgache-malgache vers une sortie de crise. Dès août 2009, la société civile s'est engagée vers une solution. On lui doit le concept de sortie de crise neutre, pacifique, consensuel et inclusive, dans le sens des intérêts de la population malgache, concept repris par la médiation. La présence permanente de la société civile malgache dans la tenue de négociations plaide en sa faveur car elle demeure un acteur reconnu, notamment par la communauté internationale, qui l'a incluse y compris dans la dernière version de la feuille de route pour le suivi de l'application dont elle est chargée.

Néanmoins, la société civile malgache souffre de nombreuses divisions internes, notamment liées aux affinités plus ou moins avouées avec des sphères du pouvoir politique, économique, culturel et religieux. Son principal écueil est sa présentation en front désuni qui tourne souvent à la bipolarisation des forces, qui jette un discrédit certain, incarné par un clientélisme politique plus ou moins affiché. Cette rupture au sein de la société civile est symbolisée au travers du FFKM (Conseil des Eglises Chrétiennes des Eglises) qui avait joué accompagné le réveil démocratique et la floraison d'ONGs civiques comme le CNOE (Conseil National d'Observation des Elections). En 2009 ce FFKM a explosé alors qu'il était en pleine médiation.

Je citerai l'intervention au cours du Colloque organisé par le CdSM en 2010, du politologue Didier Galibert sur le rapport entre la société civile et la société politique et qui disait que cette explosion du FFKM allait avoir des conséquences négatives car la société civile s'est trouvée amputée de la puissance symbolique du FFKM qui impose spontanément sa légitimité. Aujourd'hui des tentatives de remise en route de la médiation du FFKM restent infructueuses. Les relations entre société civile et société politique sont volontairement floues, au point que la société civile s'apparente à une antichambre du pouvoir. La frontière séparant association et parti est extrêmement poreuse. La classe politique sachant le discrédit qui pèse sur elle, s'appuie sur les organisations créées de toutes pièces grâce à une puissance financière, industrielle souvent appuyée par des organes de presse médiatique. Par exemple, les deux dirigeants de Madagascar en compétition ont chacun lancé une association qui est devenue ensuite le parti du pouvoir, à savoir TIKO et TGV : l'association de la société civile devient souvent de tremplin pour conquérir le pouvoir.

La question est de savoir quelle est la représentativité de la société politique et de la société civile malgaches. Je cite toujours le politologue D. Galibert, qui pose la question de l'éligibilité et de l'impossibilité d'une représentation rurale paysanne alors que cette catégorie représente la majorité de la population. La conséquence est une surreprésentation urbaine dans la société politique où il existe pourtant un créneau pour un leadership paysan à l'intérieur des espaces des ONGs et de la société civile. Mais quelle est sa visibilité médiatique ? Quels sont ses relais politiques ? Tout se passe comme si il y avait un signe d'allégeance à de grands notables légitimés par leurs ancêtres et par la tutelle d'un Etat instable aux procédures lourdes et dépendant des financements étrangers. Se pose donc un problème de légitimité des représentants de la société politique et de la société civile.

En guise de conclusion ouverte, on peut s'interroger sur : « Comment la société civile peut-elle rendre fidèlement service au plus grand nombre, aux ruraux, aux paysans, tout en évitant de céder au clientélisme économique, politique, culturel et religieux ? »

(*) cf Interview de la Présidente de la PFNOSCM dans La Lettre du CdSM #10-11 (de décembre 2007- janvier 2008)

« **Coopération décentralisée : un appui direct aux collectivités malgaches** » *Intervention de Astrid FREY, chargée de mission Madagascar - Cités Unies France (CUF)*

Cités Unies France est une association qui regroupe les collectivités françaises engagées dans la coopération internationale. Une grande partie de son budget provient des cotisations des membres, mais une convention d'objectifs le lie au Ministère des Affaires Etrangères.

Cités Unies France peut ainsi appuyer toute collectivité qui souhaite s'engager en coopération internationale, par des conseils, des informations et des contacts, des indications sur la démarche à suivre. Le principe de base est la liberté d'action des collectivités locales, c'est-à-dire que les collectivités vont là où elles veulent et s'engagent dans les actions qu'elles souhaitent. L'Etat français ne leur dicte pas la conduite à tenir. C'est important de le souligner dans les pays comme Madagascar où l'Etat français peut avoir des positions qui diffèrent de celles des collectivités territoriales.

Comment Cités Unies France travaille avec Madagascar ? Nous avons aujourd'hui une trentaine de groupe-pays, cette appellation désigne des lieux d'échanges où se rassemblent toutes les collectivités françaises qui travaillent avec un pays donné. Par exemple pour les réunions du groupe-pays Madagascar, nous envoyons une invitation à une quarantaine à une cinquantaine de collectivités françaises dont nous savons qu'elles ont des liens avec Madagascar la plupart du temps directement mais parfois aussi parce qu'elles soutiennent des associations de développement qui sont fortement représentées à Madagascar. C'est un peu plus large que la coopération décentralisée.

Le groupe-pays Madagascar fait partie du « pôle Afrique subsaharienne et Madagascar ». Outre Madagascar et l'Afrique, Cités Unies France s'occupe aussi de pays de la Méditerranée, de l'Inde, de la Chine, de l'Argentine, du Brésil, de Cuba &

Sur la définition de la coopération décentralisée : en France, on insiste beaucoup sur la convention, une sorte de contrat signé par une collectivité française avec une collectivité partenaire. Ce sont les élus qui signent, le maire ou le Président de Région ou le Président du Conseil Régional. C'est un engagement formel et depuis une loi de 2007, il faut que dans cette convention soient mentionnés les domaines dans lesquels on veut travailler ainsi que les sommes que l'on veut affecter à cette coopération.

Les spécificités sur Madagascar : la coopération décentralisée y est relativement jeune, par rapport à des pays africains comme le Burkina Faso ou la Mauritanie, où de nombreuses coopérations fêtent maintenant leur 30 ans de jumelage. À Madagascar, c'est dans les années 1990 début 2000 avec l'arrivée du président Ravalomanana que la plupart des coopérations ont émergé : la plus ancienne étant celle de Saint-Etienne avec Toamasina en 1967, la suivante a été en 1989 celle du Conseil Régional d'Ile de France avec Antananarivo. Une autre spécificité : dans les autres pays, ce sont en général des communes, de petites villes qui s'engagent, puis viennent les intercommunalités, les villes de plus de 100 000 habitants ; les départements sont moins impliqués et les régions plus fortement depuis 2006. À Madagascar on trouve 12 régions de France impliquées, autant de départements et le double de communes, 24 à 25. Cela donne une configuration un peu particulière à cette coopération, avec parfois des revendications de leadership par l'association des régions françaises sur la coopération décentralisée, d'autant que les régions disposent de plus de ressources financières que les autres.

Comme dans beaucoup d'autres pays, nos collectivités ont tendance à aller là où il est plus facile d'aller, sur la côte, par exemple à Diégo-Suarez, à Toamasina, un petit peu à Tuléar et surtout autour d'Antananarivo on parlera de l'Androy tout à l'heure où il n'y a que le Conseil Général de l'Eure alors que si on mettait en adéquation les besoins de développement du pays et la coopération décentralisée, on devrait avoir beaucoup plus de coopération dans les zones les plus nécessiteuses et en adéquation avec les compétences des collectivités. Par exemple dans l'Analanjirifo, il y a deux Conseils régionaux : le Nord-Pas de Calais et la Bretagne. Ils se sont entendus entre eux pour ne pas travailler sur les mêmes champs d'action. Autour de Diégo-Suarez dans la région Diana, il y a énormément de coopération : Picardie, Finistère, un projet du Conseil Général de l'Oise y travaillent aujourd'hui en concentration. Le point positif que l'on observe depuis quelques années est que les collectivités décentralisées ont plus l'habitude d'échanger entre elles, essaient de monter des projets en commun, de travailler davantage dans la complémentarité, avec pas trop de déperdition de moyens et d'actions.

Sur la coopération décentralisée avec Madagascar, il y a eu un événement assez fondateur, ce sont les Assises de la Coopération Décentralisée organisées en 2006 à Antananarivo par le ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation malgache avec un fort soutien de l'Ambassade de France. C'était un moment où étaient présentes toutes les régions malgaches, il y avait des stands où chaque région se présentait. Une bonne partie des collectivités françaises qui travaillaient à Madagascar était présente à Antananarivo pour échanger sur les politiques de développement. Il y avait un atelier sur les finances locales, l'intercommunalité, la maîtrise d'ouvrage locale, et un atelier spécifique sur le développement économique régional, tout ce qui fait que la commune est en capacité d'agir et de prendre des décisions sur son territoire. C'est à partir de ce moment-là aussi que la coopération décentralisée a commencé à exister dans le paysage comme un des acteurs de développement à Madagascar.

La crise qui affecte le pays apporte aussi des difficultés supplémentaires au niveau de la coopération décentralisée. Déjà en temps normal, Madagascar présente une difficulté car il n'y a pas d'association des collectivités locales, contrairement à ce qui se passe dans les autres pays, à part une association des régions. Cela prive Cités Unies France d'interlocuteurs élus collectifs, d'une organisation faitière, qui serait son équivalent sur place. La crise entraîne aussi que chaque fois qu'il y a un remaniement ministériel, les interlocuteurs changent et des questions se posent sur le maintien ou non de la réforme qui a été entreprise, sur le changement ou non des orientations par le nouveau ministre &

Nous avons effectué une mission en avril-mai 2011. Le Ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation avait entrepris des réformes qui nous avaient paru intéressantes, notamment sur l'INDDL Institut National de la Décentralisation et du Développement Local qui avait entrepris une mutualisation des efforts de formation dispensés aux élus locaux et aux agents territoriaux. Ainsi nous avons annoncé aux collectivités territoriales que si elles prévoyaient des formations, elles devaient se mettre en contact avec l'INDDL pour envisager une collaboration éventuelle. Il y a donc une vraie politique de formation locale. Aujourd'hui, nous nous posons des questions concernant les ressources humaines au niveau de l'INDDL, la Banque Mondiale lui ayant fourni des locaux. Par ailleurs, quelles formations vont être mises en place ? On est en position d'attente et pour la première fois on entend des collectivités françaises dire que si la crise durait trop longtemps, elles allaient partir. De nombreux maires ont été remplacés par des PDS président de délégation spéciale nommés directement par le pouvoir central, quelquefois le PDS n'est pas reconnu dans la commune. Nous effectuons une veille sur la situation politique malgache pour pouvoir informer les collectivités mais nous ne voulons pas nous focaliser sur cette crise politique. Ainsi les thèmes des réunions alternent des sujets plus institutionnels et des sujets plus pratico-pratiques. La prochaine réunion du groupe-pays portera sur la formation professionnelle agricole pour voir ce que font les uns et les autres. Le tourisme est également un sujet dont se sont emparées les collectivités françaises pour leur coopération, qu'il s'agisse d'écotourisme ou de schémas touristiques dans les différentes régions de Madagascar.

Tous les groupes-pays sont présidés par un élu : le groupe-pays Madagascar est présidé par Alain Huard, conseiller général du département de l'Eure, le Conseil Général de l'Eure travaille dans l'Androy. C'est une personne très impliquée, qui rencontre beaucoup de Malgaches en-dehors des réunions du groupe-pays et c'est vraiment intéressant de travailler avec un élu qui croit à l'efficacité de la mutualisation des efforts des collectivités.

Sur notre site Internet, nous avons une page Madagascar et tous nos compte-rendu de réunions y sont téléchargeables :<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique63>

« Le développement de la médecine générale communautaire à Madagascar » *Intervention du Dr Bernard PLAILLY, médecin généraliste en Banlieue parisienne, administrateur de l'association Santé Sud dont il est l'un des fondateurs*

L'association Santé Sud existe depuis 27 ans et l'un de ses axes d'action est la médicalisation des zones rurales en Afrique de l'Ouest et à Madagascar à travers les programmes de médecine générale communautaire.

Qu'est-ce que la médecine communautaire ? Après les indépendances, tous les pays se sont retrouvés avec la question « qu'est-ce qu'on va faire dans le domaine de la santé ? ». Tous les pays africains francophones ont créé des facultés de médecine, les premiers à en avoir créé une a été Madagascar puis le Sénégal. C'était important. Ces facultés ont produit des médecins. Le problème est que les ajustements structurels sont venus empêcher le recrutement des médecins par la fonction publique. On s'est retrouvé dans la situation où les médecins avaient été formés, l'argent public n'était plus là à cause de l'ajustement structurel. Que faire pour les médecins et que faire pour la santé ? Comme on le voit à Madagascar, il n'y a pas bien longtemps, seuls 20% de la population avaient accès aux centres de santé de base CSB 2. Donc d'un côté les ressources humaines, de l'autre une demande. Comment faire pour allier les deux ? L'idée est de s'inspirer de l'expérience menée en France à la fin du 19^e et début du 20^e siècle en donnant la possibilité aux médecins de quitter la ville et d'aller travailler à la campagne. Comment faire ?

En même temps, il faut que cette structure s'inscrive dans la politique menée par le gouvernement puisque il n'était pas question de faire un travail comme celui-ci en-dehors du Ministère.

Nous sommes présents à Madagascar depuis 1989. Nous avons commencé à travailler sur le problème de la médicalisation dans les zones rurales avant 2002. Malheureusement, ce qui s'est passé en 2002 a fait que le projet n'a pas pu démarrer et donc on a repris le programme en 2002. En 2002, quelque chose d'important s'est passé qui était la décentralisation : les communes étaient notamment en charge de la santé. Elles avaient la possibilité d'être des acteurs de santé et la société civile pouvait commencer à exister à travers cela. D'un côté, vous avez des médecins, de l'autre, des communes et des patients qui attendent d'être soignés et on s'est dit qu'il fallait faire en sorte de faire arriver les fonds au bon endroit et qu'ils puissent servir à mener à bien ce programme.

Santé Sud, qui est une ONG basée à Marseille, a une cellule technique d'appui, qui est là pour mettre en place ces programmes que nous menons. C'est une structure reconnue par les ministères de la Santé et de l'Intérieur, le programme a fait l'objet d'un accord avec le Conseil de l'Ordre des Médecins

L'idée est de mettre en place dans certaines régions des médecins qui non seulement sont des soignants mais aussi des agents de santé primaire. Dans ces cabinets médicaux, les médecins sont là pour soigner mais aussi pour faire de la vaccination, faire tout ce qui est en rapport avec les épidémies, la prévention.

On ne peut pas avoir de médecins partout. On a donc déterminé des régions d'intervention qui au départ étaient des zones des Hauts Plateaux, et dans la région de Tuléar, où nous avons bénéficié de l'aide d'une autre association Tealongo. Nous avons eu l'idée de concentrer les formations dans certaines zones, l'idée était de mettre des médecins qui soient accompagnés dans leur installation, dans leur cheminement, dans leur formation. Il y avait déjà eu des programmes. Ravalomanana, comme Ratsiraka avant lui, avait décidé de mettre des médecins partout mais le problème est que si l'on met des médecins à la campagne sans préparation, sans formation, sans accompagnement, un an après, il n'y a plus personne car ils sont loin de leurs familles et n'ont pas envie de rester. Donc ils reçoivent une formation théorique sur ce qu'est la vie à la campagne, certains ne la connaissant pas, quelles relations avec les autorités locales, qu'est-ce qu'une médecine générale dans cet exercice-là.

À la demande de certaines communes ou collectivités locales, ils vont faire une étude de faisabilité, sachant qu'il faut un médecin pour 10 000 patients. Les patients paient, c'est de la médecine privée. Ils identifient donc des zones où des médecins peuvent s'installer. Dans le cadre de l'étude de faisabilité, ils vont discuter avec la commune sur la possibilité des locaux, des négociations sont menées puis l'association donne les moyens d'exercer (matériel médical&), fournit un lot de médicaments que le médecin peut vendre moyennant un bonus de 20% qui lui permettra de reconstituer son stock puis d'être autonome au niveau de la pharmacie

En effet, ce serait inutile d'avoir un médecin mais pas de médicament. La cellule technique vient en appui et vient voir régulièrement le médecin, discute des difficultés éventuelles avec les autorités locales ou avec les médecins de santé publique. Les médecins sont aussi des vaccinateurs et donc s'occupent de santé publique.

Ils sont tenus de vacciner toute la population et de participer à tous les programmes de santé, la lutte contre le sida, et en plus, ils sont formés régulièrement : il y a des assises tous les ans à l'Institut de santé publique. D'autre part, ils se retrouvent au sein de ce que nous appelons des groupes de pairs, c'est-à-dire qu'ils se retrouvent entre eux dans la région au moins tous les trois mois et font de la formation sur les thèmes qu'ils ont choisis.

Cela a l'avantage de participer à la médicalisation de ces zones et au développement. Ils viennent aussi avec de nouvelles techniques et sont des agents de développement.

Au lieu de se livrer à de petits boulots comme chauffeurs de taxi en ville, ces médecins formés vont donc pratiquer la médecine en zone rurale. Des études ont montré que les médecins installés gagnaient deux fois plus que ce qu'ils auraient gagné comme fonctionnaires. Ils sont actuellement 60 dans les zones proches d'Antananarivo, dans les régions de Bongolava, Itasy, Analamanga et du côté de Majunga dans les régions de Boeny et Sofia. Les problèmes d'insécurité de ces dernières années ont amené certains médecins à quitter les zones rurales, certains d'entre eux étant des femmes. Une expérimentation d'informatisation des dossiers-patients utilisant la téléphonie et internet par la clé 3G a été lancée.

Le coût d'une consultation est de 2 500 Ariary, le coût général d'une consultation incluant les frais de médicaments de 8 000 à 10 000 Ar, un accouchement ou une petite chirurgie de 10 000 à 12 000 Ariary. C'est donc accessible aux gens qui ont un minimum de revenus.

Le projet devait être financé par l'Union Européenne, la France, la Banque mondiale et les Allemands. Finalement seule la France a effectivement financé via le ministère de la Santé. L'Agence Française de Développement (AFD) a mis en place une cellule technique de gestion des fonds.

Le financement reçu par l'association est utilisé dans l'installation des médecins dont le coût s'élève à 10 à 15 000 euros, auquel s'ajoutent le prix du matériel, des médicaments ainsi que les frais pour la formation et les visites de la cellule technique d'appui. Après un certain temps, si les critères sont remplis, le médecin obtient un moyen de locomotion (une moto) financée partiellement par le médecin lui-même.

C'est une expérience positive qui, malheureusement, rencontre des difficultés actuellement à cause notamment des problèmes de sécurité dans les zones rurales, certains de ces médecins étant des femmes.



Pour que ce programme marche convenablement, il faut :

- une volonté politique au niveau du ministère,
- au niveau local, une cellule technique d'appui capable de faire de la formation,
- un enseignement de la médecine générale communautaire dans les facultés de médecine
- et une mutualisation de la population.

Il s'agit d'une des réponses possibles et non de LA réponse aux problèmes de santé.

Le programme fonctionne depuis longtemps au Mali et au Bénin et est reconnu par l'Organisation Mondiale de la Santé.

Pour aller plus loin :

-  D. Desplats et C. Razakarison, Le Guide du médecin généraliste communautaire en Afrique et à Madagascar, Santé Sud : peut être téléchargé sur le site www.santesud.org
 -  Voir le film *Tongasoa*
-

Projection-débat à Paris pour le lancement du rapport de l'ONG Les Amis de la Terre « Madagascar : nouvel eldorado des compagnies minières et pétrolières »

L'ONG Les Amis de la Terre a publié un nouveau rapport sur les industries extractives à Madagascar intitulé : « Madagascar : nouvel eldorado des compagnies minières et pétrolières » et organisé à Paris pour le lancement de ce document une séance de projection-débat, le 27 novembre 2012, autour du documentaire Sables bitumineux : jusqu'au bout de la terre, réalisé par Christopher Walker, produit par les Amis de la Terre et dont une partie a été tournée à Madagascar.

Viviana Varin, chargée de campagne sur les Industries extractives aux Amis de la Terre a expliqué que cette ONG a opté pour Madagascar comme objet de l'étude en raison notamment de l'existence du projet TOTAL d'exploiter le grès bitumineux de Madagascar, bien que celui-ci ait suspendu actuellement cette exploitation. Mais « Si les prix du pétrole repartent à la hausse, l'exploitation des sables bitumineux pourrait devenir rentable et ne ferait qu'exacerber les difficultés de ce pays convoité de toute part » dit-elle. « Une discussion est actuellement ouverte pour réviser la directive carburant et la proposition d'exclure le pétrole issu de sable bitumineux est sur la table. Jusqu'à présent, la France n'a pas exprimé son soutien public à cette proposition, ce qui est en contradiction avec la volonté clairement affichée. »

Holly Rakotondralambo, membre de la commission Mines et Industries extractives de l'Alliance Voahary Gasy (AVG) pour la protection de l'environnement à Madagascar a déclaré notamment « Nous ne sommes pas préparés à faire face à l'arrivée massive des multinationales extractives car nous sommes frappés par une profonde crise socio-politique, mais aussi parce que les cadres législatifs minier et pétrolier leur sont trop favorables et conduisent à un pillage des ressources » a-t-elle précisé. Les difficultés rencontrées par les organisations de la société civile dans la réalisation de leur travail de sensibilisation et de plaidoyer, en agissant de manière isolée à Madagascar, ont amené les ONG à se regrouper au sein de cette plateforme qui existe depuis novembre 2009.

Mamy Rakotondrainibe, membre du Collectif pour la Défense des Terres Malgaches - TANY a expliqué que « ce Collectif, créé à Paris fin 2008 pour lutter contre les accaparements de terres et pour défendre les paysans, travaille aussi sur les industries extractives désormais car l'installation des compagnies minières provoque souvent aussi une expulsion des paysans des terres où ils ont vécu depuis des décennies, lorsqu'ils ne disposent pas de titre ni certificat fonciers, seuls documents légaux reconnus actuellement ». Ce Collectif s'est investi dans le suivi des impacts négatifs du Projet Ambatovy depuis les fuites de dioxyde de soufre de février-mars 2012 et dans le soutien aux populations et organisations de la société civile qui s'opposent aux agissements de la société Mainland Mining.

Les nombreuses questions posées par l'assistance ont permis de mettre en évidence plusieurs points importants.

Mamy R. (28 janvier 2013)

-  <http://www.amisdelaterre.org/rapportmadagascar.html>
-  <http://www.alliancevoaharygasy.mg/>

Relations franco-malgaches : la France ne soutient qu'elle-même !

Beaucoup se posent la question : la France a-t-elle soutenu le putsch de 2009 ? Andry Rajoelina responsable du coup d'état fait-il le jeu de la France en retour de son soutien ?

Aucun argument formel ne permet de justifier cette assertion. Par contre tout un faisceau de faits alimentent « les bruits de couloirs des ambassades » et l'environnement des réunions internationales. Beaucoup de malgaches y voient également la main de la France.

Il faut bien admettre que depuis 50 ans, (en fait depuis les indépendances de nos anciennes colonies), la politique africaine de la France est marquée par un néocolonialisme forcené qui fait suite à une colonisation brutale. La conduite prédatrice de l'État français sur les richesses africaines que ce soit du sous-sol ou des productions de bois, de cacao, de café etc. va de pair avec une ingérence dans les états victimes de cette politique. Ceci est intolérable pour des états souverains. Alors, pour quelles raisons Madagascar échapperait-elle à cette logique françafricaine ?

Si la France dispose de plusieurs cartes dans le jeu politique de l'Afrique australe, sa position est bien moins confortable sur Madagascar qu'en Afrique francophone de l'Ouest. En effet, plusieurs entités « étrangères » rentrent dans la partie et malmènent la prédominance française d'antan ! Les États-Unis et l'Union européenne jouent souvent une partition commune, les membres de la communauté des pays d'Afrique australe manifestent leur influence de façon majeure avec leur leader l'Afrique du Sud, et bien entendu les pays d'Asie avec la Chine, l'Inde et la Corée du Sud sont des acteurs importants.

Une analyse rapide de la politique française pourrait donner une impression d'incohérence. Ainsi, l'État français a condamné le coup d'état de 2009, comme la plupart des pays signataires des accords de Cotonou, mais c'est aussi le seul pays à nommer un ambassadeur (Jean-Marc Châtaignier) aussi rapidement après le coup d'état. C'est donc une reconnaissance implicite de Rajoelina par la France comme le nouvel homme fort de Madagascar.

Les relations entre la France et l'ex-président Ravalomanana n'étaient pas des meilleurs contrairement à celles avec le très francophile Rajoelina.

Dès la prise de pouvoir de Ravalomanana, la France a mis plusieurs mois avant de reconnaître la prise de fonction du nouveau président. (Bien après la plupart des pays occidentaux). Si, pendant plusieurs décennies, la présence française à Madagascar a été prééminente, le Président Ravalomanana, tourné plutôt vers le monde anglo-saxon, entendait bien mener une politique différente.

Les relations avec la France n'ont cessé de se détériorer au cours des deux mandats de Ravalomanana. Plusieurs décisions du gouvernement malgache ont irrité la France :

- L'adoption de l'anglais comme troisième langue à côté du français et du malgache.
- Le choix d'un concurrent philippin plutôt que le groupe Bolloré pour l'acquisition du port de Toamasina privatisé en 2005.
- La pression conjointe de Nicolas Sarkozy et de la chancelière allemande Angela Merkel sur le Président Ravalomanana pour que Total puisse obtenir l'exploitation des sables bitumineux de Bemolanga.
- Le renvoi de l'ambassadeur de France Gildas Le Lidec soupçonné par Marc Ravalomanana de porter « le mauvais oeil » n'a fait que dégrader un peu plus les relations franco-malgaches.

Pourtant Les 700 entreprises françaises installées à Madagascar ont bien profité de la politique libérale du chef d'État

malgache.

L'éviction de Ravalomanana de la scène politique est très certainement une bonne affaire pour les Français. Non seulement, elle permet d'oublier un certain nombre de vexations mais surtout de se trouver en meilleure posture pour négocier les problèmes territoriaux qui ne manqueront pas d'apparaître autour de la souveraineté des îles Eparses. Dans un article qui traite de ce sujet paru dans « Billet d'Afrique » (Survie), Raphaël de Benito, souligne : « Si la France pouvait garder sous sa coupe politique un affidé comme Andry Rajoelina la signature d'un accord bilatéral en faveur de la souveraineté de la France sur ces îlots, permettrait de verrouiller la situation en sa faveur ».

Ces territoires à 80 miles marins des côtes malgaches pourraient être revendiqués efficacement auprès des instances internationales avec un gouvernement malgache un peu pugnace. N'oublions pas que la convention internationale de Montego Bay met les territoires maritimes à 200 miles marins des côtes. Lorsque Madagascar a recouvré son indépendance le 26 juin 1960, la France n'a pas restitué les îles éparses (De même que l'archipel des Glorieuses et les îlots de Tromelin), considérant ces territoires comme partie intégrante de l'État français.

L'enjeu n'est pas mince car le potentiel énergétique de ces zones serait immense. Total vient d'engager près de 113 millions de dollars pour le rachat de Vessex Exploration Plc qui possède 70% des droits d'exploration off-shore et d'exploitation d'un des deux permis sur deux blocs au large de Juan de Nova.

Toutes ces raisons alimentent la suspicion d'une intervention française dans le coup d'état de 2009.

Thomas Deltombe cite dans un article du Monde diplomatique, les propos de M. Niels Marquart ambassadeur américain de l'époque, retrouvés dans les cables diplomatiques américains révélés par Wikileaks à l'automne 2011, ainsi que ceux de M. Pierre Van den Boogaerde ancien représentant du FMI à Antananarivo comme quoi : « la France a payé la facture des « extras » du CAPSAT », (Corps des personnels et des services administratifs et techniques), qui ont soutenu Andry Rajoelina dans son coup d'état en jouant un rôle central dans le renversement de Ravalomanana. Cependant il n'a pas pu être établi de lien direct avec le gouvernement français.

La suspicion de l'implication française dans le coup d'état est renforcée par le soutien diplomatique à peine voilé que la France porte au président de la HAT. On rapporte les propos tenus par le Dr Leonardo Simao ancien chef de la diplomatie mozambicaine et secrétaire de la SADC, à propos du soutien outrageux de la France à Rajoelina au cours des négociations sur la feuille de route. La pression exercée par certains français sur les négociateurs malgaches engagés dans le processus de sortie de crise, lui ont fait dire : « L'ingérence française dans les affaires malgaches équivaut à un quasi colonialisme. » (Propos rapportés par l'ambassadeur des États-Unis).

Signalons également que Patrick Leloup, considéré comme proche de Robert Bourgi lui-même un des pivots de la Françafrique sarkozienne, occupe le poste de « conseiller spécial du président Rajoelina » !

Enfin Ravalomanana lui-même dans une interview au Canard enchaîné au début de son exil, parle franchement d'une manigance française à l'origine de son éviction.

Plus nous déroulons les éléments de notre analyse, plus la suspicion se transforme en conviction qu'il s'agit bien là, du savoir-faire « Françafricain ».

Marc Reymond

Rencontre avec des acteurs de la société civile malgache

Au cours d'un bref séjour à Antananarivo en juin 2012, j'ai pu rencontrer des acteurs de la scène socio-politique malgache : la présidente de la PFNOSCM (Plateforme nationale des organisations de la société civile malgache) ainsi que trois représentants des organisations syndicales de salariés. Vous trouverez ci-après le verbatim des propos qui m'ont été tenus et que je rapporte sans commentaires. Il était pour moi important d'entendre l'analyse de personnalités de la société civile, à priori non-inféodées aux écuries/incuries politiciennes qui dévoient le débat politique malgache depuis 2009.

En ce début d'année 2013, les choses ont un peu évolué puisqu'il semble que l'on s'achemine vers une résolution de la crise institutionnelle. Cela ne signifie hélas pas que soient réunies les conditions d'une séquence électorale productive et apaisée.

Olivier Buchotte (31 janvier 2013)

Compte-rendu de la réunion du 8 juin 2012 avec Mme Lalao RANDRIAMAMPIONONA, Présidente de la Plate-forme nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar (PFNOSCM) (Ce texte a été révisé à partir des remarques formulées par Lalao Randriamampionona)

Sur la « Plateforme » (PFNOSCM)

Madame Randriamampionona estime que c'est une chance que la Plateforme existe, qu'elle soit bien implantée et représentative car grâce à elle la Société civile a pu jouer un rôle dans les récents événements.

Elle fait un bilan sans concession des institutions actuellement en présence :

- la classe politique est totalement déconsidérée et il n'y rien à attendre d'elle ;
- la Communauté internationale n'a plus les moyens de sa politique et est surdéterminée par la crise des ressources, le résultat étant que, dans les négociations, chaque pays se détermine en fonction de ses intérêts propres et ne joue pas collectivement ;
- les forces armées sont divisées et ne peuvent pas se poser en recours.

Ne reste donc que le peuple ou la population (comme on veut !) sur qui on puisse compter et son expression c'est la Société civile. Depuis le début de la crise, la Plateforme a constitué l'épine dorsale de tous les regroupements de la société civile pour peser sur la situation politique : CCOC (Collectif des citoyens et des organisations citoyennes) et CNOOSC (Coordination nationale des organisations de la société civile).

Le problème actuel de la Plateforme est qu'elle doit faire face à une campagne de dénigrement orchestrée par ceux à qui elle fait de l'ombre. Elle est en permanence accusée de faire le jeu de l'un ou l'autre camp. L'objectif est bien entendu de la délégitimer afin de dégager le terrain pour des organisations fantômes créées par les politiciens en mal de recyclage.

Madame Randriamampionona trouve ce procès d'autant plus injuste en ce qui la concerne que les différentes parties en présence ne manquent pas de la solliciter quand cela les arrange !

On ne peut pas non plus cacher le fait que certains représentants de la société civile jouent un jeu personnel et cherche à s'imposer comme interlocuteur auprès des bailleurs de fonds en cherchant à évincer les organisations vraiment représentatives. Le PNUD a fait l'objet d'une offensive de cet ordre, heureusement déjouée après un long combat de la Plateforme.

Madame Randriamampionona aimerait avoir plus de moyens financiers pour que la Plateforme continue à jouer son rôle de soutien à la société civile. Ce besoin est d'autant plus urgent que depuis la suspension des aides internationales, de nombreuses associations sont privées de moyens pratiques pour se réunir et pour fonctionner. La Plateforme leur ouvre ses locaux mais ne peut pas satisfaire toutes les demandes.

Sur la « crise »

Il y a aujourd'hui des signes que « ça bouge ». Les mouvements sociaux et les manifestations à répétition font partie de ces indicateurs. Un autre signe est dans l'évolution de la SADC. Jusqu'en mars 2012, la SADC n'a pas écouté les demandes de la Société civile. En ce sens, la feuille de route est celle de la SADC et pas celle du peuple malgache. Pourtant, à la suite de la mission qu'elle a menée en mars 2012 et à la forte pression du plaidoyer et de l'interpellation que la CNOSC a adressés directement à la SADC lors de leur rencontre, la position de la SADC a évolué dans le Communiqué de presse de la mission qui a repris l'essentiel des demandes de la société civile, dans l'article 15. Cette évolution est plus visible encore dans le Communiqué du dernier Sommet des Chefs d'état de la SADC à Luanda.

La Fédération des Grands Corps de l'Etat a sollicité la PNOSCM afin d'organiser une grande réunion qui s'est déroulée il y a quelques jours dans les locaux de la Plateforme. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une relance du processus malgache-malgache de sortie de crise. Sondés sur leur accord pour participer à une Conférence nationale de consensus, un certain nombre de parties prenantes, et non des moindres, ont donné un début d'accord (HAT, Primature, Armées, Secteur privé).







Il n'y a que le FFKM (Conseil Scuménique des Eglises de Madagascar) qui se fasse tirer oreille pour participer au processus. Il semblerait qu'il ait décidé de mener sa propre médiation de façon assez unilatérale. Comme le dit Lalao : « Comment travailler avec eux si on ne sait pas ce qu'ils veulent ».

Il faut espérer que ces initiatives de dialogue se concrétiseront afin que soit enfin abordée la véritable question qui est celle des institutions.

En effet, derrière les gesticulations sur les élections et le retour de Ravalomanana se cache la question fondamentale de la Constitution. La stabilité institutionnelle de Madagascar dépend de l'abandon de la constitution récemment adoptée qui n'est qu'un haillon juridique habillant un régime sans légitimité et l'élaboration d'un véritable pacte constituant qui devra vraisemblablement assumer une dimension fédérale. Grande tâche et vaste programme qu'il ne suffit pas de qualifier de « serpent de mer de la politique malgache » pour s'en débarrasser.

Retour à la Plateforme

En fin d'entretien, Madame Lalao Randriamampionona m'a rappelé les autres problématiques dont la PFNOSCM s'est saisies et qui sont toujours d'actualité :

-  celle du genre
-  celle de la gouvernance
-  celle de la sécurité
-  celle des droits humains
-  celle des ressources naturelles avec la relance du processus EITI/ITIE
-  celle de la préparation de RIO + 20 avec un cycle de conférences qui s'achève.

Lalao attire enfin mon attention sur une dernière problématique. Il s'agit de ce qu'elle appelle l'accaparement intérieur des terres qui redouble les effets de l'accaparement par l'extérieur. La PFNOSCM a des dossiers en cours de réalisation sur trois régions, dont un dossier terminé. La PFNOSCM compte organiser ce travail en s'appuyant dans un premier

temps sur des organisations très dynamiques, structurées et bien implantées à la base comme la Confédération des Organisations des Femmes rurales de Madagascar, FALAFA AGECO (Fianarantsoa) qui fédèrent de nombreuses associations paysannes et d autres.

Mais là aussi les forces manquent et ce constat introduit le dernier point abordé, celui du renforcement des moyens.

Ce renforcement va prendre deux formes :

- celui d'un site internet qui sera mis en service fin juin
- celui d'une structure de financement - un basket-fund- ou VIF (Vatsy Iombonana ho an ny Fampanandrosoana) initié et mis en place par des organisations nationales dont la Plate-forme et des ONGI dont Médecins du monde.

Cela a été pour moi un grand plaisir de revoir madame Madame Randriamampionona toujours aussi combative et directe dans ses propos. Je la remercie pour son accueil et sa disponibilité. J'ai aussi eu le plaisir de saluer Mahamoudou NDRIANDAHY, secrétaire exécutif de la PFNOSCM.

Olivier Buchotte

Compte-rendu de la réunion du 6 juin 2012 à Antananarivo avec les représentants des Syndicats malgaches de salariés

Réunion, le 6 juin 2012, entre : *José RANDRIANASOLO, Secrétaire Général de la FISEMA (Confédération générale des syndicats de travailleurs de Madagascar) et coordinateur de la CTM (Conférence des travailleurs de Madagascar, plateforme syndicale nationale), *Samuel RABEMANANTSOA, Secrétaire de l'Union syndicale autonome de Madagascar, *Jeannot RAMANARIVO, Secrétaire Général de la FMM (Confédération des Travailleurs Malgaches) et *Olivier Buchotte, administrateur du Consortium de Solidarité avec Madagascar (CdSM).

Dans le cadre d'une visite privée et en tant que que membre et administrateur du CdSM, Olivier Buchotte a souhaité rencontrer des représentants des syndicats de salariés à Madagascar. José Randrianasolo a organisé cette réunion qui prolonge les échanges que le CdSM a depuis de nombreuses années avec des représentants de la société civile de Madagascar.

La discussion a essentiellement porté sur les conséquences économiques de la crise politique qui perdure depuis trois ans et plus particulièrement sur l'impact ressenti par les salariés.

Même si certaines des entreprises des zones franches continuent à fonctionner, les syndicats estiment que la crise a fait disparaître directement ou indirectement 400 000 emplois. Quand on sait que chaque emploi fait vivre plusieurs personnes, on imagine les conséquences sur la société malgache dans son ensemble.

Face à cette situation, les syndicats représentant les salariés n'ont pas hésité à faire front commun avec les entreprises regroupées au sein de Fédération des entrepreneurs malgaches (FIVMPAMA) pour s'adresser à la communauté internationale et notamment aux bailleurs de fonds afin que soient rétablies les aides qui irriguaient le tissu économique malgache. Le FIVMPAMA représente essentiellement des PME, mais il ne fait pas de doute que la secrétaire générale du GEM, organisme représentatif des entreprises de plus grande taille, qui se trouvait en France ces derniers jours, a dû tenir le même discours.

Au delà de la bouffée d'oxygène que pourrait représenter une reprise des aides, nos interlocuteurs ont pointé un certain nombres de besoins structurels qui leur semblent fondamentaux afin d'inscrire dans la durée une reprise économique

encore hypothétique.

L'action qui leur semble la plus importante est la formation des travailleurs et plus particulièrement la formation permanente afin de mettre à niveau les compétences des salariés. Il y a une urgence à la fois sur le plan national afin d'améliorer la productivité du travail et la qualité des produits, mais aussi sur le plan international car la concurrence entre les pays à bas coût de main d'oeuvre se fait rude. Pendant la crise malgache, ses concurrents ne restent pas les bras croisés et le retour sur le marché international risque d'être difficile si l'attractivité du "travail malgache" n'est pas renforcée. Cette position ne vise pas à légitimer la mise en concurrence des misères du monde mais témoigne de la lucidité des syndicats malgaches sur la réalité du rapport des forces actuel.

Les secteurs exposés sur lesquels les actions de formation doivent porter prioritairement sont le textile, le tourisme et le BTP. Un début de concrétisation pourrait consister à renforcer et re-légitimer trois institutions existantes : l'Institut national de promotion formation, l'Institut national du tourisme et de l'hôtellerie et le FORMACO qui s'adresse aux travailleurs des zones franches. Ces trois instituts, dont la gestion devrait être tripartite (état, salariés, employeurs), ont été complètement monopolisés par l'état qui a détourné leur vocation d'origine et les a transformés en simples instruments du pouvoir bureaucratique.

L'Ecole nationale de la marine marchande, qui fonctionnait bien il y a quelques années, mériterait aussi d'être relancée car le pavillon malgache a connu à une époque récente un développement significatif.

La position de nos interlocuteurs est donc claire : si vous voulez nous aider, c'est en nous aidant à former les travailleurs que vous serez les plus efficaces. A nous donc de faire passer le message tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de Madagascar.

Nous avons ensuite abordé quelques sujets un peu disparates mais tournant toujours autour de la crise en cours :

- les syndicats se félicitent des récents mouvements sociaux qui se sont développés dans les entreprises et la fonction publique ; ils sont néanmoins conscients que ces mouvements risquent une fois de plus de n'être que des feux de paille qui s'éteindront aux premiers signes de résolution de la crise

- il y a de grosses inquiétudes sur la situation et la sécurité des personnes qui se rendent sur les sites miniers sauvages et y travaillent en dehors de toute régulation ; à titre d'exemple, la recherche du saphir à Ambatondrazaka a attiré plus de 35 000 personnes en un mois.

- concernant les gros projets miniers, la position des syndicats est très critique et pourrait se résumer ainsi : si Madagascar ne doit recevoir que 2% des produits, il vaudrait mieux conserver ces ressources pour les générations futures.

- la récente décision de défiscaliser la solde des militaires, décision prise 4 heures après que la revendication ait été formulée, passe mal auprès de ceux qui ne voient depuis trois ans aucune avancée dans le dialogue social et les négociations salariales.

Signalons enfin un incident particulièrement choquant qui nous a été rapporté. Une délégation de 4 personnes devait se rendre à Genève début juin pour la Conférence annuelle de l'OIT. Cette délégation devait se composer de deux représentants de l'état et de deux représentants syndicaux. Alors que toutes les assurances leur avaient été données sur leur départ et que toutes les formalités avaient été satisfaites, les deux représentants syndicaux se sont vu signifier l'annulation de leur voyage la veille de leur départ et ce pour « raisons budgétaires ». Cette mesure n'ayant pas touché les représentants de l'état, on peut se poser des questions, au delà de l'inélégance du procédé, sur la représentativité de la délégation malgache à cette conférence.

Pour conclure, je veux remercier mes interlocuteurs pour la cordialité de cette rencontre et pour la franchise de leurs réponses à mes questions parfois naïves puisque je n'appartiens pas moi-même au monde syndical. Je leur souhaite bonne chance et bon courage pour leurs travaux et leurs missions.

Le « 1947 malgache » et au-delà & Salle comble et très réactive pour le film L'Insurrection de l'Île rouge et le débat sur ces questions proposés par le Consortium à Paris

Le Consortium de solidarité avec Madagascar (CdSM) a organisé le 28 septembre dernier à la Librairie Résistances, Paris 17e, une projection suivie d'un débat avec le public du film documentaire moyen métrage (52 minutes) de 1994 L'Insurrection de l'Île rouge de Danièle Rousselier. Salle comble à cette occasion : 120 participants dont beaucoup découvraient seulement la réalité retracée par ce film.

Madagascar, 1947 : les nationalistes malgaches estiment que les actions des élus dans les institutions sensées être représentatives (Assemblée constituante et autres) ne pouvaient pas grand-chose confrontés aux manœuvres dilatoires du pouvoir colonial et que l'heure de l'indépendance est venue. La IVe république française tient à ses colonies et les indépendantistes rencontrent une répression musclée de la part de l'armée. Le 29 mars, l'insurrection éclate : des paysans armés de bâtons et de couteaux attaquent les garnisons françaises de Madagascar. La répression de cette insurrection a duré deux ans et a fait 89 000 victimes, selon l'Etat-major français à Madagascar même, plus encore selon certaines estimations indépendantes. La France, coutumière des trous de mémoire, ignore tout de la répression de cette insurrection et de son cortège de tortures et d'exactions. À Madagascar, bien après l'indépendance, les événements de 1947 ne sont jamais évoqués. Pendant plus d'une génération, les parents ont refusé d'en parler à leurs enfants. Il faudra attendre les années quatre-vingts pour que le silence soit rompu. Ce documentaire qui a eu pour ambition de témoigner d'un massacre oublié, lors d'une guerre d'indépendance tristement semblable aux guerres d'Indochine, d'Algérie, du Cameroun etc. est construit autour des témoignages, 30 à 40 années plus tard, d'insurgés-survivants : il comble un trou de mémoire en retraçant ces événements sanglants grâce à des archives et des témoignages à travers lesquels les deux parties - malgache et française - s'expriment.

Après une présentation du CdSM, le débat d'après-film a donc d'abord porté sur les oublis et silences des histoires coloniales, dont la répression de cette insurrection des Malgaches pour leur indépendance est un exemple des plus significatifs. La discussion a porté aussi sur la situation malgache actuelle dont il a été dit par beaucoup qu'elle résulte d'une domination coloniale toujours prégnante et d'une décolonisation dévoyée, d'un côté, et de la mal gouvernance néocoloniale et libérale entretenue par les pressions des puissances étrangères anciennes et/ou émergentes qui convoitent à tour de bras les ressources du pays. Ce débat a été pour le CdSM l'occasion de rappeler son soutien aux réseaux représentatifs de la société civile malgache dans leurs actions citoyennes dans l'intérêt des populations, pour la paix, la démocratie, les droits et, éventuellement, la réhabilitation du politique. Jean-Claude Rabeherifara

Sur le front de la culture

Nouveauté dans les librairies & Le Tome II des **Oeuvres complètes** de Jean-Joseph Rabearivelo : Le poète Le narrateur Le dramaturge Le critique Le passeur de langues L'historien (Paris, CNRS Éditions, juin 2012)

Grâce à une mobilisation scientifique sans précédent, l'exceptionnel fonds d'archives Rabearivelo a été sauvegardé, intégralement numérisé et édité dans sa totalité, dans la collection « Planète Libre » de CNRS Éditions, en partenariat avec l'AUF. Imaginez, en ce début du vingtième siècle, au cœur d'une île à ce moment soumise à la France, un jeune homme de couleur qui découvre en lui le don de l'expression, associé à l'amour des Lettres et de la langue française ! Conscient de son génie, Jean-Joseph Rabearivelo, né en 1903, travaille ainsi à devenir le premier « intellectuel » de sa nation. Poète, journaliste et critique, romancier et dramaturge, historien et traducteur, il s'efforcera de maintenir l'équilibre entre l'apport natal et l'essor que lui permet un médium étranger prestigieux. Lui qui se dit « fils des Rois d'une époque abolie », mais vit durement son statut de bâtard, il sera l'éclat et l'illustration de sa « race ». Cela passe par la maîtrise de la langue du conquérant et par l'excellence qu'il saura montrer dans le champ littéraire d'une des plus anciennes civilisations d'Europe. Néanmoins, il n'oublie pas et n'oubliera jamais la langue et la civilisation malgaches.

Sa perspective intellectuelle, littéraire, esthétique et critique, est toute tracée, et son vSu le plus cher est de mettre en contact, de faire passer l'une dans l'autre les deux cultures qui sont les siennes : l'europpéenne (la française plus particulièrement) et la malgache. Son étonnante créativité ne se contente pas d'exploiter les modèles en vigueur, et la maîtrise de la langue française ne signifie pas soumission intellectuelle et morale au conquérant. Cette langue venue d'ailleurs, imposée d'abord par la force des armes mais passionnément aimée, peut devenir, au point de passage des langues, un outil d'ouverture au monde et à l'universalité de la littérature en tant qu'expression de la dignité humaine. Ce second tome de ses Suvres complètes comprend d'abord l'uvre essentielle, c'est-à-dire l'uvre de création : la poésie, les récits, les pièces de théâtre, puis l'uvre de l'éminent passeur de cultures et de civilisations qu'il fut durant toute sa fulgurante carrière : les traductions de poèmes malgaches traditionnels et contemporains vers le français, et enfin la contribution de l'intellectuel engagé et créateur à la fois : les articles critiques et les essais d'histoire. Coordinné par Serge Meitinger, Laurence Ink, Liliane Ramaroso et Claire Riffard. Sous l'égide de l'ITEM (Institut des textes & manuscrits) et de l'Agence universitaire de la francophonie.

Dans les salles de cinéma actuellement & *L Opéra du bout du monde* (2012) le nouveau film (96 min.) de Marie-Clémence et Cesar Paes

Un road movie historique dans les coulisses de l'opéra Maraina pour découvrir l'histoire des premiers habitants des îles de l'Océan Indien. À Fort-Dauphin, au Camp Flacourt, là où les officiers envoyés par Louis XIV ont rencontré les Malgaches pour la première fois, Jean-Luc Trulès, le compositeur réunionnais, va diriger son orchestre devant une foule qui n'avait jamais vu d'opéra auparavant. Les récits s'entrecroisent pour raconter à plusieurs voix cette histoire méconnue. Un voyage musical qui navigue entre le XVIIe siècle et 2012, dans un triangle qui relie La Réunion, Madagascar et Paris, pour mieux entendre l'Océan Indien d'aujourd'hui. www.operaduboutdumonde.com (Avec le soutien du programme MEDIA de l'Union Européenne, CNC Fonds Outre Mer, la Région Réunion, le Fonds Images pour la Diversité, l'ADCAM et l'Acse.)

Consortium de Solidarité avec Madagascar (CdSM) La Lettre 21 ter rue Voltaire 75011 PARIS :
consortium_madagascar@yahoo.fr www.madagasconsortium.org

Le Consortium possède son propre site www.madagasconsortium.org sur la toile ! Nous vous invitons à le consulter pour y trouver les versions longues de certains articles, des informations sur le fonctionnement du Consortium, ses partenaires etc. N'hésitez pas à nous envoyer des commentaires, précisions, compléments d'information sur le contenu de cette Lettre à l'adresse : consortium_madagascar@yahoo.fr